

auront peut-être des effets considérables sur l'histoire de notre pays et le bien-être de notre peuple et du monde.

**M. Macdonnell (Greenwood):** Ce n'est pas un secret commercial.

**M. Coldwell:** Non, bien sûr, comme le dit l'honorable député de Greenwood, ce n'est pas un secret commercial puisque, après tout, les journaux nous ont dit que le Canada, ayant commencé par voter d'une façon a ensuite voté d'une autre. Si ce n'est pas vrai, le ministre pourrait nous dire où sont les inexactitudes que comporte le rapport. A tout événement, les journaux, semble-t-il, nous donnent des renseignements qui devraient venir du Gouvernement et du ministre. Au moins ce seraient des renseignements sûrs et nous ne serions mal informés en rien.

Ce matin le ministre nous a également entretenus de l'inclusion éventuelle, dans l'alliance nord-atlantique, de l'Allemagne, — on devrait peut-être, pour être plus précis, parler d'association avec les États membres, — et du réarmement de ce pays, qui serait peut-être nécessaire. Nous tenons tous, je pense, à ce que, quoi qu'on fasse, on ne rétablisse pas le militarisme dans ce pays. Nous avons eu deux Grandes Guerres. Quels que soient les antécédents du premier ou du second conflit mondial, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur le début des hostilités, toutes deux ont été commencées, du point de vue militaire tout au moins, par l'Allemagne; c'est celle qui a posé le premier geste hostile. Je comprends facilement pourquoi la France, la Belgique et les autres pays de l'ouest de l'Europe craignent que nous ne favorisions de nouveau le militarisme allemand et que nous n'établissions un état-major allemand. Par conséquent, je pense que nous devrions hésiter à approuver des plans prévoyant l'intégration de forces allemandes dans l'armée européenne ou l'union de ces troupes à celles de l'OTAN, jusqu'à ce que nous sachions précisément ce qui va se faire et comment cet objectif sera atteint.

Nous devons tenir compte de la situation intérieure en Allemagne. En effet, la situation politique y est assez mal définie. M. Adenauer est actuellement à la tête du gouvernement allemand, il élabore le programme officiel, mais une élection peut tout chambarder. Elle pourrait porter au pouvoir M. Kurt Schumacher, ce qui est tout à fait possible. Cet homme a lutté contre le communisme et le fascisme toute sa vie, mais il est loin d'être convaincu qu'il devrait y avoir une armée allemande, jusqu'à ce qu'il soit assuré qu'en cas d'agression, advenant la guerre, la défense

[M. Coldwell.]

s'organiserait sur la Vistule ou le Niemen, autrement dit, dans l'est de l'Allemagne et non pas dans l'ouest, ce qui soumettrait Berlin et d'autres régions de l'Allemagne à de nouvelles dévastations. A mon avis, il faut y réfléchir sérieusement.

Il y a lieu, également, de parler de notre contribution militaire. Je regrette que ce débat se déroule aujourd'hui, alors que le représentant de Nanaimo (M. Pearkes) est sur le point de revenir d'Europe au Canada. J'aimerais qu'il fût ici car, si les nouvelles des journaux sont exactes, les vues qu'il a exprimées diffèrent beaucoup de celles que j'ai entendu exprimer par l'opposition officielle; elles diffèrent aussi, à mon sens, de celles que le général Pearkes lui-même a exprimées à la Chambre à diverses reprises.

J'aimerais consigner au hansard l'article de journal que j'ai sous les yeux. Il s'agit d'une dépêche de la *Presse canadienne*, émanant de son bureau de Paris, et datée du 22 décembre:

Le major-général G. R. Pearkes, V.C., délégué du Canada aux Nations Unies, a dit aujourd'hui que la ligne de conduite du gouvernement canadien, qui consiste à envoyer des troupes d'infanterie en Europe, est "injustifiée".

Et ce dernier mot est entre guillemets.

Le détenteur de la croix de Victoria, qui est âgé de 63 ans et qui est le porte-parole des conservateurs progressistes à la Chambre des communes du Canada, a déclaré au cours d'une entrevue qu'il vaudrait mieux, à son avis, y envoyer des techniciens plutôt que des combattants.

M. Pearkes qui a voyagé pendant deux mois en différentes parties de l'Europe occidentale a dit qu'il s'était rendu compte que la 27<sup>e</sup> brigade canadienne est composée d'excellents Canadiens bien logés et bien traités.

"Mais je ne crois pas que les fonds dépensés par les contribuables canadiens permettent une contribution militaire à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord à la hauteur de ce que la population canadienne a le droit d'attendre."

En envoyant des hommes, le Canada a exporté son bien le plus précieux. Il a voulu dire que les Canadiens étaient envoyés en pure perte dans des pays où la main-d'œuvre constitue le dernier des problèmes.

"J'estime que le gouvernement canadien ne s'est pas renseigné et n'a pas renseigné comme il convient le peuple canadien quant aux conditions qui existent actuellement en Europe avant d'y envoyer la 27<sup>e</sup> brigade et d'obliger le Canada à suivre une politique à long terme qui, à mon avis, est injustifiée et extrêmement coûteuse."

Cette déclaration est d'un homme pour qui j'ai toujours eu la plus haute estime. Je sais les états de service de l'honorable député pendant la première guerre, alors qu'on lui a décerné la croix de Victoria, et pendant la seconde guerre, alors qu'il a commandé pendant un temps les troupes qui devaient par la suite prendre part au raid de Dieppe. Pour ce qui est de ses vues sur le raid, c'est à lui-même de les exprimer. Cependan, je